

Une véritable stratégie de la tension

BURUNDI Le pourrissement rappelle les premiers mois de 1994 à Kigali...

► A la fermeté des contestataires répond celle du pouvoir.
► Après une brève accalmie, les manifestations ont repris.

REPORTAGE

BUJUMBURA

DE NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE

Deux balles à bout portant, deux morts de plus : il n'en fallait pas davantage pour briser la trêve décrétée par les manifestants burundais après un mois de mobilisation et pour torpiller les timides efforts de médiation entamés par Saïd Djinnit, le représentant spécial de l'ONU à Bujumbura.

L'onde de choc de l'assassinat, samedi soir, de Zedi Feruzi, leader du parti Union pour la paix et le développement, secoue toujours Bujumbura : refusant d'encore participer à un dialogue à peine ébauché, les représentants des principaux partis politiques ont plongé dans la clandestinité, les leaders de la société civile se terrent ou ont gagné le Rwanda ou le Kenya, des généraux, de plus en plus nombreux, quittent le pays.

« Comment voulez-vous que cela ne débouche pas sur une autre rébellion ? », nous confie un officier à la retraite à la recherche d'un visa... Mais surtout, cet attentat a élargi la révolte à d'autres quartiers de Bujumbura, à d'autres communautés. Lundi matin, le quartier musulman de Buyenzi était lui aussi couvert de barricades tandis que des gaz lacrymogènes étaient lancés à Kinama. Dimanche en effet, l'inhumation de Zedi Feruzi avait été l'occasion d'une im-

portante manifestation de la communauté musulmane qui, jusqu'à présent s'était montrée discrète. Pour beaucoup, un tel meurtre était particulièrement calculé : le petit parti de Feruzi est une dissidence du CNDD, le parti du président, fondé par Hussein Radjabu, le leader historique du parti et les transfuges auraient été particulièrement bien informés de tous les secrets de la formation au pouvoir, qui

se créa dans la clandestinité et le maquis et bénéficia, à l'époque, du soutien du Soudan...

Après les trois grenades jetées à l'aveuglette vendredi soir sur un marché fréquenté surtout par les femmes commerçantes, et qui auraient fait neuf morts (contre trois officiellement reconnus), c'est une véritable stratégie de la tension qui est désormais perceptible au Burundi, renforcée par des rumeurs alarmantes, déconseillant par exemple aux « Blancs » de se montrer trop visibles dans des lieux publics...

Mais on se demande bien qui peut bénéficier de ce pourrissement de la situation qui rappelle trop les premiers mois de 1994 à Kigali... De part et d'autre en tout cas, l'intransigeance demeure intacte : lundi matin, comme si les deux jours de trêve avaient permis à tous de reprendre des forces, les manifestations ont recommencé à Bujumbura. Quartiers barricadés,

hérissés de barbelés afin d'empêcher les incursions de la police dans les maisons, jets de pierre, blocage de la circulation afin d'empêcher les travailleurs d'aller prendre leur service, la détermination des jeunes n'avait pas faibli et leurs soutiens demeuraient toujours aussi constants, se traduisant par l'approvisionnement des manifestants et eau

et en nourriture fournie par des contributeurs anonymes. Le mot d'ordre restait le même, transmis depuis la base aux participants à un hypothétique dialogue : « le troisième mandat n'est pas négociable, (le président) Nkurunziza doit partir... ».

Du côté du pouvoir, la même fermeté prévalait. Rencontrés par hasard à une réception organisée par l'ambassade du Kenya (qui entendait démontrer ainsi sa solidarité avec les autorités en place), quelques proches du président se disaient victimes d'une conspiration internationale et se vantaient du soutien de la Chine et de la Russie au Conseil de sécurité. Ils s'efforçaient de démontrer la légalité constitutionnelle du troisième mandat et as-

suraient que, contre vents et marées, les élections présidentielles auraient lieu le 26 juin comme prévu, débouchant sur la réélection de Pierre Nkurunziza. Ce dernier, dimanche, avait repris ses matches de football comme si de rien n'était. C'est sans doute au nom de la même conception de la démocratie que, lundi matin, les Imbonerakure, les jeunes militants du CNDD, avaient sorti leurs bâtons, appuyant une police dotée de gaz lacrymogènes...

Ces démonstrations de force et autres gesticulations politiques se déroulent cependant au bord d'un gouffre économique : les changeurs manquent de dollars, dont le cours a explosé, les réserves des banques ont été vidées par tous les candidats à l'exil, les salaires de mai ne pourront vraisemblablement être payés. Et dans les campagnes, censées se tenir à l'écart de la contestation politique, les fruits de saison, mandarines, papayes, mangues, s'amoncellent faute de camions pour les transporter vers la capitale... Sur toutes les lèvres, deux mots : jusqu'à quand ? ■

COLETTE BRAECKMAN

« Le coup d'Etat était une simulation »

ENTRETIEN

Agathon Rwaswa, 51 ans, président du parti FNL (Forces nationales de libération) se présente comme l'un des principaux rivaux du président Nkurunziza. Sitôt après l'assassinat, samedi soir, de Zedi Feruzi, le leader de l'UDP, il annonçait son intention de retourner dans la clandestinité. Une heure auparavant, nous l'avions rencontré sur les hauteurs de Bujumbura.

Quel a été votre parcours ?

Après les négociations d'Arusha, nous sommes rentrés en mai 2008 et les tractations se sont poursuivies même si le pouvoir a toujours tenté de nous anéantir. Mais on a pu procéder à une démobilisation de nos combattants. Nous avons toujours eu des difficultés à travailler car je dénonçais la mauvaise gestion du patrimoine par le parti CNDD.

Que lui reprochez-vous ?

Le pouvoir doit être au service du peuple. Or la corruption est au top, ce gouvernement tue quiconque a une voix dissonante. Tous les contrats signés ici sont opaques, qui sait ce qui s'est passé avec le nickel du Burundi ? Les malversations sont multiples, le président ne cesse

d'être impliqué dans le business...

Etes-vous devenu le principal opposant ?

Nous sommes présents sur tout le territoire national, nous sommes une formation vieille de 35 ans, nous avons été les premiers à avoir défié le parti unique... A la suite de manœuvres de division, nous sommes devenus les rebuts de la politique au Burundi mais

nous sommes majoritaires. Nous sommes obligés d'aller dans ces élections comme des indépendants car on refuse de nous reconnaître. En réalité, nous sommes la première force politique, nous avons pu présenter des listes sur tout le territoire national, ce que des partis choyés par le pouvoir sont incapables de faire... Au sein du CNDD, le parti au pouvoir, plus de 90 % des membres sont contre la dictature du président et de son équipe mais n'osent pas le dire tout haut.

Et ce coup d'Etat ?

Le coup d'Etat était une simulation. Avez-vous déjà vu des putschistes qui n'occupent aucune place publique, qui lancent leur communiqué sur des radios privées et non sur la radio nationale, sans tenter

d'encercler l'aéroport, la banque, la présidence ? Ce putsch bidon avait deux objectifs : prétendre que le pouvoir avait changé de mains afin que les manifestants quittent la rue. Simuler un coup d'Etat afin de faire échec au sommet de Dar es Salaam où Nkurunziza devait comparaître devant ses pairs et risquait d'être déclaré non éligible. Dans un même coup, il a fait échouer le sommet, stoppé le mouvement de la rue et détruit les radios privées... Le putsch a aussi permis d'éliminer certains individus gênants comme le général Nyombare, auteur du coup, qui a disparu...

Votre alliance avec l'Uprona montre que le problème du Burundi n'est pas ethnique ?

Certainement pas. Le vrai problème, c'est le sectarisme, la mauvaise gouvernance... Les antagonismes ethniques ne sont pas totalement dépassés car même aujourd'hui le CNDD en mal d'arguments revient sur cette histoire d'ethnisme et dit que le putsch a été motivé par les Tutsis qui voulaient reconquérir le pouvoir, mais le peuple n'est pas naïf... ■

Propos recueillis par
COLETTE BRAECKMAN